

Rapport de l'Evaluation Rapide des besoins
Nord-Kivu, Beni Ville
Commune de Mulokera et Rwenzori Zone de santé de Beni
 Date de l'évaluation : 10/11/2018 et 13/11/2018
 Date du rapport : 14/11/2018

Pour plus d'information, Contactez :
 ALEXANDRE SHEARN Alexandra.Shearn@concern.net; +243 812604326

1

1 Aperçu de la situation

1.1 Description de la crise

Nature de la crise :		Mouvements de population				
Date du début de la crise :		19/09/2018	Date de confirmation de l'alerte :	22 Octobre 2018		
Code EH-Tools						
Si conflit :						
Description du conflit		La vague de violence extrême qui a débuté en automne 2014 à Beni, un territoire riche en pétrole, en bois rares et en minerais, dans l’est du Congo, s’inscrit dans la continuité de cette guerre de prédation et de massacre qui déchire le pays depuis 1996, et qui a causé la mort de plus de 6 millions de Congolais. Mais ni la force de maintien de la paix de l'ONU ni l'armée congolaise n'ont pu endiguer cette violence ni même l'expliquer de manière adéquate. Les médias traditionnels et les sources officielles l’attribuent à une vieille rébellion ougandaise, les ADF (forces démocratiques alliées), affirmant qu'elle a des liens avec le terrorisme islamiste international. Depuis fin Août 2018, Beni-Ville et territoire est affecté par une montée de violences contre les populations civiles à la suite des affrontements entre les éléments de l’armée congolaise et de groupes armés. Depuis mi-septembre 2018, l’environnement sécuritaire s’est gravement détériorée suivi des tueries. Plus de 45 personnes civiles ont été tuées en espace d’un mois (entre les 22 septembre et 25 octobre 2018); l’ampleur de ces tueries traduit l’environnement moins protecteur dans lequel vit les civils en Beni-Ville durant le mois d’octobre 2018. D octobre 2014 jusqu’ en Avril 2018, la zone de Beni (Ville et territoire), Lubero y compris a enregistré plus de 2459 personnes sauvagement tuées parmi lesquelles 994 dans le territoire de Lubero et 1465 dans le territoire et ville de Beni (selon le rapport conjoint des coordinations de la société civile de Beni-Lubero publie en Avril 2015). Parmi ces milliers des personnes sauvagement tuées, plus de 45 ont été brulées vives dans leurs maisons pour les uns et à bord des véhicules, pour les autres				
Si mouvement de population, ampleur du mouvement :						
Localité/village (si possible,		Autochtones	Déplacés à cause de cette crise	Retournés à cause de cette crise	Réfugiés/rapatriés	%

coordonnées GPS)					
Tamende	10522	334	0	RAS	
Matonge	4278	119	0	RAS	
Kalinda	9028	1520	0	RAS	
Butsili	7501	207	0	RAS	
Ngongolyo	9179	741	0	RAS	
Masiani	5354	792	0	RAS	
Kasabinyole	4471	457	0	RAS	
Mabakanda	4836	593	0	RAS	
TOTAL	55169	4763	0	RAS	

<i>Différentes vagues de déplacement depuis les 2 dernières années</i>			
Date	Effectifs	Provenance	Cause
22 février a Avril 2018	± 6000	Supa-Kalau, Rwangoma, Lubahemba, Kabasha, Kalunguta	Déplacement suite à série d'affrontements entre l'armée régulière (les FARDC) et les Groupes armés Mai-Mai Kilalo
Mai –juillet 2018	± 5700	Mavivi, Ngadi, Ngiti 1, Ngiti 2, Mukoko	Déplacement suite à série d'affrontements entre l'armée régulière (les FARDC) et les Groupes armés Mai-Mai et présumes ADF /NALU
22 septembre Octobre 2018	Environs 4000	Mavivi, bel air Eringeti, kasinga, Kalau ; kalunguta , Bel air, Paida, Mbelu, pabuka , Kokola, Mayi moya , mukoko, axe Mbau-Kamango, axe Oicha-Ngadi, axe Mbau-Kamango, Mayangose, axe Kainama	Affrontement entre les présumés ADF/NALU et l'armée régulière (FARDC) d'une part et les affrontements répétitifs entre les différents groupes Mi-Mai avec les militaires FARDC

Source : Autorités locales et synergie des acteurs œuvrant sur le mouvement des populations.

Dégradations subies dans la zone de départ/retour	Les ménages déplacés vivent en familles d'accueil à faible capacité d'accueil, créant ainsi une proximité, manque de dignité (garçons et filles, parents et enfants partagent la même pièce) avec le risque élevé de contamination de la maladie à virus Ebola qui se vit également dans cette contrée. Ces ménages n'ont plus accès à leurs champs qui restent le foyer des hommes en arme et par conséquent ces ménages deviennent une charge supplémentaire aux familles d'accueil, qui deviennent également vulnérables. Depuis le début du mois d'octobre, toutes les écoles (maternelles, primaires et secondaires) ont cessé de fonctionner, façon de faire pression aux autorités pour demander le rétablissement de la paix en Beni ville et territoire. Les enfants passent des journées entrain d'errer dans les quartiers avec tous les risques d'être enlevés par des rebelles pour les utiliser dans les groupes armés car cela est aussi d'actualité dans cette zone
--	---

	depuis le début de la crise. La commune de Ruwenzori s'est vidée de près de 80% de ses habitants, certaines formations sanitaires de cette municipalité ont fermé leurs portes et d'autres ont des difficultés de fonctionnement.			
<i>Distance moyenne entre la zone de départ et d'accueil</i>	Les quartiers visités sont accessibles et proche de la ville du centre-ville de Beni			
<i>Lieu d'hébergement</i>	☒ Communautés d'accueil ☐ Sites spontanés ☐ Centres collectifs		☐ Camps formels ☐ Autres, préciser _____	
<i>Possibilité de retour ou nouveau déplacement (période et conditions)</i>	Le retour n'est pas prévisible car la zone n'est pas encore sécurisée et on note toujours des attaques surtout le week –end vers heures vespérales et les opérations (opérations SOKOLA II) de traque des rebelles présumés ADF/NALU continuent dans la région. Le risque d'attaque dans les zones de provenance des déplacés reste très élevé ; ce qui ne motive pas les gens de regagner leurs villages d 'origine.			
Si épidémie				
Localisation des personnes affectées par cette crise (nouveaux déplacés)				
Zones de santé	Cas confirmés	Cas suspects	Décès	Zone de provenance
Zone 1	ND	ND	ND	ND
Zone 2	ND	ND	ND	ND
Zone 3	ND	ND	ND	ND
Total				
<i>Perspectives d'évolution de l'épidémie</i>	RAS			

Crises	Réponses données	Zones d'intervention	Organisations impliquées	Type et nombre des bénéficiaires
Depuis 2015	Appui en articles ménagers essentiels(AME)		NRC et Solidarités Internationales	Déplacés
2018	Secteur Protection • Identification et prise en charge des enfants en détresse psychologique ; • Distribution des kits en biens non alimentaires aux enfants ; • Prise en charge psychosociale et réunification familiale des enfants non accompagnés ; • Distribution des NFI à 1500 enfants à partir du 12/11/2018 Secteur Santé • Support matériel et technique pour la prise en charge des blessures par arme à feu ou blanche au sein de l'Hôpital General de Références de Beni. • Disponibilité des kits pour 50 blessés • Réponse Ebola et prévention contrôle infection : 8 centres santé (Rwangoma et Sayo, Mukulya et Paida) ; • Soutien soins santé primaire Secteur Wash • Amélioration de l'accès à l'eau potable dans les aires de santé affectées par la maladie à virus Ebola	Beni ville Beni ville .CS Mukulya et Paida AS de Kalinda, Butsili et Ngongolyo	DRC-DK CICR MEDAIR-CH OXFAM GB	Enfants en détresse psychologique Blessés de guerre Communauté Communauté
Sources d'information		Donneurs d'alerte, rapports des organisations dans la zone,		

rapports des interventions passées, 3W clusters

2 Méthodologie de l'évaluation

Type d'échantillonnage :	- Les personnes déplacées et autochtones des quartiers Kasabinyole, Mabakanda (Commune de RUWENZORI) et ceux des quartiers : Tamende, Matonge, Kalenda, Butsili, Masiani et Ngongolyo (Commune de Mulekera) se trouvant dans des endroits accessibles. - Les directeurs des écoles primaires. - La société civile de la ville de Beni, le Maire adjoint de la ville de Beni, les bourgmestres des communes de Mulekera et Rwenzori, le chef d'antenne de CNR/Beni, le chef de service d'état civil de la ville de Beni, les chefs des quartiers de Kasabinyole, Mabakanda, Tamende, Matonge, Kalenda, Butsili, Masiani et Ngongolyo. - Le centre de santé de Kasabinyole, Mabakanda, Tamende, Matonge, Kalenda, Butsili, Masiani et Ngongolyo. Les 2 sources accessibles et les plus utilisés par la communauté.
Carte de la zone évaluée en indiquant les sites visités	
Techniques de collecte utilisées	Enquêtes ménages, Observations, Focus groups, Informateurs clés, Enquêtes des structures
Composition de l'équipe	Mark Johnson : Area coordinator , Concern Word Wide: +243 813017796 Aziz MBALE: Emergency coordinator, Concern Word Wide : +243 829908627 Marie-Claire Kashongwe : Superviseur Genre et Protection, Concern Word Wide : +243829908632 GERMAIN KABENGA : Officier M&E, Concern Word Wide : +243998219879; Olivier SONGA: Projet Manager , Concern Word Wide: +243 829908650; KAVIRA KYAWEDE, Enquêtrice : 0994102973; KASOKI MANGA: Enquêtrice : 0970267378 ; KAKURUSI KAHAMBU Rachel, Enquêtrice : 0972888635 ;

	KAMBALE VUYIKO Rodrigue, Enquêteur : 097457478 ; MUMBERE KISONIA Michael, Enquêteur : 0995038971 ; KAKULE KAPEKELA Flory, Enquêteur : 0977304451 ; Zoe KAMBERE, Enquêteur : 0994220295 ; EZDRAS KAMBALE : Assistant Wash /ONG- AHADI Congo
--	---

3 Besoins prioritaires / Conclusions clés

Besoins identifiées (en ordre de priorité par secteur, si possible)	Recommandations pour une réponse immédiate	Groupes cibles
Besoin en [secteur] : - Protection	- La priorité sont les activités de protection : notamment le plaidoyer pour l'établissement des mesures efficaces de protection des civils suite à l'insécurité aux alentours de la ville de Beni et sur les axes de prédilection des groupes armés. - D'autres interventions importantes sont celles contribuant à l'autonomisation et à la résilience socioéconomique pour les personnes affectées par les violences, à travers des activités de rétablissement des moyens de subsistance pour diminuer le risque de stratégie d'adaptation négative.	Déplacés et autochtones
- WASH	- La mise en œuvre de ces interventions qui tiennent compte des risques de transmission de maladies liées à l'utilisation d'eau non potable dans un environnement insalubre et sanitaire faible où les capacités locales ne permettent pas d'apporter une réponse d'urgence appropriée. - Renforcer et vulgariser la sensibilisation sur le lavage des mains au sein des communautés ; - Appuyer la communauté dans la construction des latrines hygiéniques adaptées et accessible à toutes les couches y compris les personnes à mobilité réduite (PSH) ; - Accompagnement de la communauté pour la mise en place et le renforcement des relais communautaires.	Déplacés et autochtones
- Santé	- Appui en kits de dépistage du VIH/SIDA - Réhabilitation des latrines hygiéniques et	Déplacés et autochtones

	adaptées - Renforcement du système d'adduction d'eau pour limiter les cas de pénurie observés fréquemment dans les structures évaluées - Renforcer les capacités des relais communautaires sur l'hygiène et l'assainissement	
- AME et Abris	- <i>Étant donné le nombre élevé de déplacés urbains, il convient de mieux comprendre comment cela affecte la situation de logement des personnes déplacées et des communautés d'accueil, ainsi que la pression exercée sur des services de base déjà insuffisants.</i> <i>Ce déplacement massif au sein de la communauté hôte crée une certaine proximité car il y a des ménages qui accueillent plus deux familles de déplacés dans une pièce de deux chambres avec le risque élevé de contamination de l'épidémie à virus Ebola, d'où la nécessité de voir dans quelle mesure augmenter la capacité d'accueil des familles hôtes.</i> - <i>Certaines mamans utilisent la même extensible (Casserole) pour la cuisson et pour la lessive (cas des quelques ménages IDPS à Kalinda), d'où la nécessité d'une assistance en AME.</i>	Déplacés et autochtones
Sécurité alimentaire et moyens de subsistance	<i>La zone étant urbano rurale, il se pose un problème d'accès aux champs même la plus proche suite à la persistance des hommes en arme, il serait mieux de penser d'un côté à une distribution des cash pour aider les ménages de s'auto-prendre en charge moyennant le petit commerce et/ou la mise en place des AGR, mais également faire la distribution des vivres étant donné que score de consommation alimentaire des ménages surtout déplacés semble être affecté.</i>	Déplacés et autochtones
Education	- Depuis le 10 octobre 2018, toutes les écoles maternelles, primaires, secondaires et universitaires sont en grève conditionnant la sécurité pour reprendre les activités scolaires. - Suite à cela ; il s'agit mieux d'alerter le cluster éducation et protection pour mener un plaidoyer auprès du	Déplacés et autochtones

	gouvernement afin de résoudre le problème ; car ces enfants sont exposés aux recrutements dans les groupes armés actifs dans la zone ; - Faire un plaidoyer auprès des acteurs qui des activités psycho-sociale pour encadrer les enfants même avec des activités récréatives pendant cette période de grève.	
<i>Les secteurs concernés sont : Protection, Sécurité alimentaire/vivres, Moyens de subsistance, Abris, Articles ménagers essentiels, Eau-hygiène-assainissement, Santé, Nutrition, Education, Logistique</i>		

4 Analyse « ne pas nuire »

Risque d'instrumentalisation de l'aide	La zone est actuellement contrôlée par les militaires FARDC et la PNC. Aussi, le risque d'instrumentalisation de l'aide peut être grand si une bonne sensibilisation n'est pas faite auprès des responsables de la FARDC, la PNC et les autorités locales sur les principes humanitaires et les objectifs du projet (l'indépendance, la neutralité, la confidentialité, la gratuité de l'assistance humanitaire, le mandat du RRMP et critères de ciblage avant toute intervention). La zone est occupée par deux catégories de personnes : les autochtones et les déplacé(e) des anciennes et nouvelles vagues (Vague de 2015, 2016, 2017 et à partir de janvier 2018) qui vivent tous dans les communautés hôtes avec une forte vulnérabilité. Mesures de mitigation : - Sensibiliser les responsables de la FARDC, PNC et autres autorités locales pour une bonne acceptation et le bien-fondé de l'aide ; - Ne pas baser l'assistance sur la vulnérabilité statutaire , mais plutôt sur l'approche vulnérabilité des ménages en tenant compte de toutes les vagues des déplacés , mais aussi sur la vulnérabilité des familles d'accueil.
Risque d'accentuation des conflits préexistants	La zone est majoritairement habitée par les autochtones, les déplacés (anciennes et nouvelles vagues) qui ont jusque-là des bonnes relations mais rien n'empêche qu'il y ait quelques oppressions en cas d'une assistance, il faudra renforcer la sensibilisation pour ne pas donner places aux personnes mal intentionnées , mais également tenir compte de la vulnérabilité des toutes ces couches en cas d'une quelconque assistance
Risque de distorsion dans l'offre et la demande de services	Pour une éventuelle assistance que l'équipe du programme prenne de disposition pour intégrer le genre dans les activités organisées en sensibilisant tous les acteurs (économiques, populations, autorités locales) sur les différentes modalités du marché et des services qui seraient offerts.

5 Accessibilité

5.1 Accessibilité physique

Type d'accès	L'accessibilité de la zone est possible par la route passant par Goma- Rutshuru-Lubero. La route est bien praticable en saison sèche mais elle pose de souci d'accès pendant la saison pluvieuse surtout pour des petites voitures sans 4x4, mais il s'observe cas même actuellement la relance des travaux de réparation dans certaines artères sous l'initiative du gouvernement provincial.
--------------	--

5.2 Accès sécuritaire

Sécurisation de la zone	La sécurité de la zone est assurée par la FARDC et la PNC qui sont en sous-effectif dans certains quartiers (cas du quartier Ngongolyo) avec des petites poches de résistance de Mai-Mai et présumés ADF/NALU dans certains coins de la commune de Rwenzori,
Communication téléphonique	La zone est sous couverture téléphonique de Vodacom, Airtel et Orange.
Stations de radio	La RTGB (Radiotélévision Graben Beni), RTM (Radiotélévision Muungano), la RTNC (Radiotélévision Nationale Congolaise entenne de Beni), la canal BIS (Beni International School), la VOS (Voix Officielle de SEMULIKI), la RTU (Radiotélévision de l'Unité), la radio télé Nuru, etc.

6 Aperçu des vulnérabilités sectorielles et analyse des besoins

6.1 Protection

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Non
--	-----

Incidents de protection rapportés dans la zone

Type d'incident	Lieu	Auteur(s) présumé(s)	Nb victimes	Commentaires
Tuerie	Boikene	ADF/NALU	1	Une femme tuée a boykene juste a cote de l'hôtel okapi dans la nuit du 10 au 11 Novembre 2018, et une voiture appartenant à un agent d'une agence des Nations Unies fut incendiée par les hommes en arme.
	Cité Belge	ADF/NALU	1	Un enfant mort suite à des blessures par balles lors de l'attaque des présumés ADF dans le lieu appelé cite belge .
Pillage des bétails et extorsion des biens	Bel air	ADF/NALU		Des chèvres pillées lors de l'incursion des présumés ADF/NALU , ont été retrouvées au matin du 11 Novembre 2018 près du camp militaire des FARDC
Enlèvement/kidnapping	Boykene	ADF/NALU	3	2 enfants et 1 adulte enlevés par les assaillants lors de l'incursion dans la nuit du 10 au 11 Novembre 2018.

Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté	Selon les informations récoltées auprès des autorités locales et d'autres personnes ressources, la cohabitation entre les PDIs et la communauté est bonne dans les quartiers évalués. Selon les PDIs, la cohabitation pacifique est bonne car ils partagent les mêmes marchés et reçoivent encore de service auprès de la communauté d'accueil pour les travaux journaliers et quelques assistances sous la mendicité.
---	--

Existence d'une structure gérant les incidents rapportés.	NON
---	-----

Impact de l'insécurité sur l'accès aux services de base	Signalons que malgré la présence de la FARDC dans la zone, la sécurité reste volatile, car depuis un certain temps les rebelles attaquent la ville surtout le week end vers les heures vespérales, le quartier Buekene fut même attaqué la veille de notre évaluation dans la nuit du 10 au 11 novembre 2018, une femme fut tuée par belle et un véhicule d'un staff d'une agence des Nations unies fut brulée par les assaillants. De ce fait, la communauté vit dans la préparation d'une attaque, ce qui entrave l'accès aux champs et au
---	--

	commerce des denrées alimentaires qui sont les deux premières sources de revenu de la zone. Suite à cette situation, depuis le 10 octobre 2018, les activités scolaires sont suspendues dans la ville et territoire de Beni
Présence des engins explosifs	NON
Perception des humanitaires dans la zone	L'aide humanitaire dans la zone est bien perçue par la communauté, étant donné que la zone subit deux situations qui les rendent de plus vulnérable ; les attaques à répétition dans la partie Nord-Est et sud-Est, et le l'épidémie a virus Ebola dans la partie Ouest de la zone. Néanmoins, depuis un certain temps , il s'est observé une méfiance de la part de la communauté pour les activités qui cadre dans l'éradication de l'épidémie a virus Ebola du fait que cette dernière avait une mauvaise perception de cette maladie ,mais des sensibilisations sont organisées au sein des différentes couches de la communauté pour montrer le danger que présente cette épidémie pourtant meurtrière si elle n'est pas éradiquer sérieusement , et la communauté commence déjà petit à petit à prendre conscience.

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
1. Identification et prise en charge des enfants en détresse psychologique	DRC-DK		1500 enfants en détresse	
2. Distribution des kits en biens non alimentaires aux enfants ;	DRC-DK		1500 enfants en détresse	
3. Prise en charge psychosociale et réunification familiale des enfants non accompagnés	DRC-DK		1500 enfants en détresse	
4. Distribution des NFI à 1500 enfants à partir du 12/11/2018	DRC-DK		1500 enfants en détresse	
Prise en charge holistique des survivants des violences sexuelles et basées sur le genre.	HEAL AFRICA	7 centres de santé en Zone de Santé Urbaine de Beni, dont : • CS NGONGOLIYO • CS BUTSILI • CS RWANGOMA • CS TAMENDE • CS MALOPE • CS RWANGOMA • CS MABAKANGA	Déplacés et autochtones	

Gaps et recommandations

6.2 Sécurité alimentaire

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	NON Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.			
Classification de la zone selon le IPC	RAS		RAS	
Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise	La sécurité alimentaire de la population se dégrade suite à l'accès aux champs qui est devenu difficile du fait de l'insécurité alors que la population est à 90% agricultrice Les déplacé(e)s n'ont plus la possibilité de retourner dans leurs villages d'origine ni pour cultiver ni pour chercher la nourriture dans leurs champs. Signalons que la ville de Beni est une ville urbano rurale ; même les autochtones qui sont aussi agricultrice n'ont plus accès a leurs même situées a quelques kilomètre près de la ville par peur des représailles et exactions dont ils seraient victimes, car les champs reste le foyer des groupes rebelles.			
Production agricole, élevage et pêche	L'agriculture n'est plus pratiquée correctement ni dans la zone d'accueil ni dans la zone de provenance suite à l'insécurité grandissante qui s'observe dans la Zone. Les champs se retrouvant à une grande distance de la ville ne sont plus fréquentés car il y aurait risque de se croiser avec les éléments des forces négatives. L'élevage des petits bétails, bien qu'opérationnel mais à faible degré , car les petits bétails sont la cibles des belligérants lors de leur incursion dans la zone.			
Situation des vivres dans les marchés	Le marché des vivres fonctionne normalement car la grande partie des vivres qui sont vendus sur les marchés locaux proviennent de Mangina (Malheureusement sous épidémie a virus Ebola), Mamove, mandumbi, qui sont des axes un peu stables jusque-là. les vivres sont disponibles sur le marches locaux en grande quantité malgré la situation de crise ; mais l'offre reste supérieure a la demande ; ce qui justifie la stabilité des vivres sur les marches à cause du faible pouvoir d'achat de la population suite à la crise.			
Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise	Selon les échanges effectués avec les autorités locales et d'autres personnes clés; il ressort qu'il se pose un problème d'accès à la terre, étant donné que toutes les terres sont occupées par les rebelles. Ceci est un frein pour l'autoprise en charge de cette communauté déplacée qui est en majorité agricultrice. La majorité des déplacés vivent des travaux journaliers non agricoles (transport des sables, des planches, transport des marchandises, etc), mais également sous mendicité auprès de la communauté hôte pour survivre.			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune	Aucune	Aucune	Aucune	RAS
Gaps et recommandations	Indiquer les gaps existants au niveau de la réponse et les recommandations (50 mots maximum)			

Abris et accès aux articles essentiels

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	NON Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.			
Impact de la crise sur l'abris	Étant donné le nombre élevé de déplacés urbains, il convient de mieux comprendre comment cela affecte la situation de logement des personnes déplacées et des communautés d'accueil, ainsi que la pression exercée sur des services de base déjà insuffisants. Il s'observe une proximité des ménages avec tout le risque de contamination de la maladie a virus Ebola qui en résulterait.			
Type de logement	☐ Site spontané ☐ Centre collectif (école, église, etc.) ☐ Camp formel	☐ Maison propre X Maison louée Pour un prix estimatif de : 10\$/mois X Maison empruntée gratuitement X Partage d'un abri avec les familles d'accueil ☐ Pas d'information Si logement en location, indiquer le		
Accès aux articles ménagers essentiels	Les ménages ont été pillés, les articles ménagers saccagées et certaines maisons détruites. Ce qui pousse les déplacé(e)s à occuper des maisons empruntées gratuitement, d'autres déplacé(e)s et retourné(e)s manquent les moyens de stockage de l'eau de ménages et les outils des cuisines.			
Possibilité de prêts des articles essentiels	Il y a possibilité d'entraide ou de prêts des articles ménagers essentiels , solidarité africaine exige comme on le dit souvent , sauf que le revenu des ménages familles d'accueil est aussi affecté par la crise ; ce qui veut dire si la situation demeure telle qu'elle est maintenant , à moyen terme cette possibilité de prêts risquerait de disparaître.			
Situation des AME dans les marchés	Il existe un grand marché central de la zone avec des petites marches secondaires presque dans chaque quartier permettent à tous les autochtones de s'acheter tous ce dont ils ont besoin comme AME. Dans les groupes de discussions, il a été souligné que la plupart des AME s'achètent dans le grand marché central de Kilokwa.			
Faisabilité de l'assistance ménage	L'assistance est faisable du fait de la présence des FARDC qui sécurisent la zone et de l'accessibilité de cette dernière par véhicule léger. Une foire (en AME , Vivres, même mixte) peut être envisageable par le biais de commerçants de la zone au vu de leur capacité à répondre à un accroissement de la demande, mais des distributions des kits AME et abris, mais là également la distribution des cash pour booster /soutenir l'économie des ménages en s'appuyant sur les prestataires des services financiers et /ou la téléphonie mobile.			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune	Aucune	Aucune	Aucune	RAS

Gaps et recommandations	Indiquer les gaps existants au niveau de la réponse et les recommandations (50 mots maximum)
--------------------------------	--

6.3 Moyens de subsistance

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	☒ Oui ☐ Non Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.			
Moyens de subsistance	La population de la zone évaluée comme celle en déplacement, vivent tous de l'agriculture et de l'élevage. Compte tenu de la détérioration de la sécurité et de la difficulté d'accès aux champs suite à la persistance des incidents dans certaines zones ne permettent pas de travaux journaliers par manque d'accès aux champs.			
Accès actuel à des moyens des subsistances pour les populations affectées	Dans la zone, il y a peu d'emplois. Les travaux journaliers agricoles qui pouvaient être faisables rencontrent aussi des difficultés suite à l'insécurité qui limite l'accès aux champs se trouvant dans certaines collines.			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune	Aucune	Aucune	Aucune	RAS
Gaps et recommandations	- Pas de moyens de subsistance pour les déplacés qui ne peuvent pas accéder aux récoltes de leurs champs. - Les populations ont un accès difficile à certains de leurs champs qui se trouvent dans certaines collines par crainte de l'insécurité, viols...			

6.4 Faisabilité d'une intervention cash (si intervention cash prévue)

Analyse des marchés	Les marchés fonctionnent normalement, en dehors des marchés secondaires dans tous les quartiers visités ; il existe un marché central dans la ville de Beni qui a la capacité de répondre aux besoins des ménages avec une grande capacité de faire également face à une éventuelle augmentation de la demande. Il s'observe une disponibilité des produits (vivres et non vivres) sur ce marché. Les prix n'ont presque pas varié au cours des trois derniers mois ; cela résulterait du fait que l'offre reste inférieure à la demande des biens et services étant donné que le pouvoir d'achat de la population est faible suite à la crise qui a affecté leurs moyens de subsistance. Les sont intégrés (interconnexion), car en cas de souci sur les marchés locaux, la population a la possibilité de s'appuyer sur d'autres marchés secondaires surtout pour les vivres.
----------------------------	---

Existence d'un opérateur pour les transferts

Rappelons que cette évaluation s'est faite dans la ville de Beni, il existe plusieurs prestataires de services financiers (banques, coopératives, commerçants etc) et des maisons de téléphones mobiles (Airtel, Vodacom, orange) qui peuvent faciliter les activités de transfert monétaires.

6.5 Eau, Hygiène et Assainissement**Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?**

NON

Risque épidémiologique

Les besoins en eau, hygiène et Assainissement ne sont pas couverts dans tous les quartiers visités, la population court un grand risque de développer les maladies hydriques et la malaria. Il y a insuffisance des bornes fontaines et des sources non aménagées sont le plus utilisées par manque de moyen d'acheter de l'eau aux bornes fontaines. Pour l'assainissement et l'hygiène c'est catastrophique aussi : pas des latrines hygiéniques et familiales répondant aux normes, trous à ordures et parcelle plus avenue non entretenues dans les quartiers. Son absence et des douches mettent en danger les femmes et filles majeur pour risque des viols.

Accès à l'eau après la crise

L'accès à l'eau potable est compliqué aux déplacés et familles d'accueil du à la manque de moyens financiers pour acheter de l'eau aux bornes fontaines d'où ils sont obligés d'utiliser l'eau des sources non aménagées.

Zones	Types de sources	Ratio (Nb personnes x point d'eau)	Qualité (qualitative : odeur, turbidité)
Zone 1 Quartier Tamende	Adduction d'eau KAZAROH	1190	La qualité est acceptable mais la quantité est faible. La mauvaise odeur est observée pendant la saison de pluie et la turbidité est bonne
Zone 2 Quartier Masiani	Source Ipake	1005	La qualité est mauvaise suite aux fuites. La turbidité est au-delà des normes pendant la saison de pluie > 5 NTU et la mauvaise odeur est observée aussi pendant cette saison

Type d'assainissement

Estimatif du % de ménages avec des latrines : 92% des ménages ont des latrines de très mauvaises qualité est l'intimité n'est pas respectée.

Défécation à l'air libre :
X Oui

Village déclaré libre de défécation à l'air libre	X Oui			
Pratiques d'hygiène	Estimatif du % de ménages avec des dispositifs de lavage de mains : 0 % Type de produit utilisé : ils n'utilisent aucun dispositif ou produit pour le pratique d'hygiène			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Estimatif du % de ménages avec des dispositifs de lavage de mains : 0 % Type de produit utilisé : ils n'utilisent aucun dispositif ou produit pour le pratique d'hygiène	Aucune	Aucune	Aucun	Aucun
Gaps et recommandations	Les gaps sont énormes dans tous les quartiers visités par rapport au secteur eau, hygiène et assainissement. Nous recommandons la réhabilitation des points d'eau qu'utilisent les communautés cible qui ne réponds pas aux normes, la construction-distributions des kits ou paquets latrines et douches d'urgence pour les maisons et parcelles d'accueils et des sensibilisations sur le secteur eau, l'hygiène et assainissement. Mettre en place et formé un comité de gestion de point d'eau qui sera réhabilité et pour les stations de lavage des mains, nous pouvons distribuer de bidons de 5 litres pour la mise en place de typ- tap. Afin organiser des séances de formation pour les leaders locaux sur la sensibilisation des communautés en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement.			

6.6 Santé et nutrition

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?		
Risque épidémiologique	Au-delà de l'épidémie à virus d'Ebola qui vit dans la zone et ses environs ; au vu de la problématique liée à l'accès à l'eau potable qui s'observe dans la zone évaluée, le risque d'enregistrer des cas d'épidémie est très élevé. une grande partie de la population consomme de l'eau des sources non aménagées et les techniques de traitement de l'eau ne sont pas pratiquées par la population.	
Impact de la crise sur les services	☐ Centres de santé, occupés ou pillés zone de départ, combien _____	Centres de santé détruits, occupés ou pillés zone d'arrivée, combien _____
Indicateurs santé (vulnérabilité de base)		

Indicateurs collectés au niveau des structures	COMMUNE MULEKERA		Moyenne MULEKERA	COMMUNE RUWENZORI	Moyenne
	CS TAMENDE	CS NGONGOLYO		CS MABAKANGA	
Taux d'utilisation des services curatifs	ND	ND	ND	ND	-
Taux de morbidité lié au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans	ND	ND	ND	ND	ND
Taux de morbidité lié aux infections respiratoires aiguës (IRA) chez les enfants de moins de 5 ans	ND	ND	ND	ND	ND
Taux de morbidité lié à la diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans	3.8%	12.8%	10.2%	13.9%	ND
Pourcentage des enfants de 6 à 59 mois avec périmètre brachial (PB) < à 115 mm avec présence ou non d'œdème (taux de malnutrition)	2	ND	ND	ND	ND
Taux de mortalité journalière chez les enfants de moins de 5 ans	0	0	0	0	0

Services de santé dans la zone

Structures santé	Type	Capacité (Nb patients)	Nb personnel qualifié	Nb jours rupture médicaments traceurs	Point d'eau fonctionnel	Nb portes latrines
CS TAMENDE	Centre de santé	12	9	0	1	6
CS NGONGOLYO	Centre de santé	11	17	0	0	3
CS MABAKANGA	Centre de santé	30	18	0	1	7

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Appui en équipements et matériels médicaux	CICR	Aire de santé TAMENDE	Population hôte et IDPs	Le Centre bénéficie de l'appui du CICR pour une période de 3 mois
Dotation en kits de prévention de la MVE	UNICEF	Aire de santé TAMENDE	Population hôte et IDPs	Dans le cadre de la riposte Ebola, les centres de santé bénéficient d'une dotation en kits de prévention.
Appui en équipements, matériels médicaux	OMS	Aire de santé TAMENDE	Population hôte et IDPs	Les staffs ont bénéficié de la formation en prévention et prise en

et formation du personnel soignant sur la prévention de la MVE et prise en charge des cas				charge des cas de MVE
Réhabilitation du hagar pour le triage des cas suspects de la MVE et formation du personnel soignant	MSF	CS NGONGOLYO	Population hôte et IDPs	Un hangar servant de trie des cas suspects a été construit en bâche
Appui en équipements et prise en charge du personnel soignant	EPIFAS	CS NGONGOLYO	Population hôte et IDPs	Formation du personnel sur la prévention et la prise en charge de la MVE dans le cadre de la riposte Ebola
Gaps et recommandations	• Appui en kits de dépistage du VIH/SIDA • Réhabilitation des latrines hygiéniques et adaptées • Renforcement du système d'adduction d'eau pour limiter les cas de pénurie observés fréquemment dans les structures évaluées • Renforcer les capacités des relais communautaires sur l'hygiène et l'assainissement			

6.7 Education

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Les écoles restent fermées depuis Octobre 2018 dans le Territoire de BENI suite à la persistance de l'insécurité																						
Impact de la crise sur l'éducation	Les conflits armés ont eu des conséquences néfastes sur le système éducatif dans la zone de départ. Il s'agit entre autre de la destruction méchante des écoles ci-après : Ecoles primaires MATOYA, MATALI, LAU, Institut BUTANOKA (Incendié), etc Toutes les écoles étaient fermées pendant la période de l'évaluation suite à la crise qui prévaut dans la zone. Les enseignants et élèves sont en grève depuis le 10 Octobre 2018, et ne conditionnent la reprise que par le rétablissement de la paix/sécurité dans la zone.																						
Estimation du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise	<table><tr><th>Catégorie</th><th>Total</th><th>Filles</th><th>Garçons</th></tr><tr><td>Population autochtone</td><td>RAS</td><td>RAS</td><td>RAS</td></tr><tr><td>Déplacés</td><td>RAS</td><td>RAS</td><td>RAS</td></tr><tr><td>Retournés</td><td>RAS</td><td>RAS</td><td>RAS</td></tr></table>							Catégorie	Total	Filles	Garçons	Population autochtone	RAS	RAS	RAS	Déplacés	RAS	RAS	RAS	Retournés	RAS	RAS	RAS
Catégorie	Total	Filles	Garçons																				
Population autochtone	RAS	RAS	RAS																				
Déplacés	RAS	RAS	RAS																				
Retournés	RAS	RAS	RAS																				
Services d'Education dans la zone	NB. Les statistiques que regorge ce tableau sont des effectifs lors à la rentrée scolaire en septembre dernier																						
Ecoles	Type	Nb d'élèves	Nb enseignants	Ratio élèves/ensei	Ratio élèves/salle de classe	Point d'eau fonctionnel	Ratio latrines/élève																

				gnants		<500m	ves (F/G)
COMMUNE MULEKERA							
MERVEILLE	PA	225	6	37.5	37.5	RAS	RAS
FAMILLE	PA	100	6	16.66667	16.66667	RAS	RAS
BUMELI	PA	336	6	56	56	RAS	RAS
LIBERMANN	PA	208	6	34.66667	34.66667	RAS	RAS
MBONGOSIM A	CAC	276	6	46	46	RAS	RAS
BENI – CENTRAL	CEPAC	941	20	47.05	47.05	RAS	RAS
HORIZON	PA	312	6	52	52	RAS	RAS
UWEZO	ECASJ	301	7	43	43	RAS	RAS
BUTA	C.E	91	6	91	15.16667	RAS	RAS
TARAJA	CECA	347	8	15.16667	43.375	RAS	RAS
MATEMBO	CATH	206	7	43.375	29.42857	RAS	RAS
KARTUSI	CBCA	330	8	29.42857	41.25	RAS	RAS
TUHA/UTALA	CBCA	160	6	41.25	26.66667	RAS	RAS
BUIKENE	CATH	530	16	26.66667	33.125	RAS	RAS
LUKELO	ECK	117	6	33.125	19.5	RAS	RAS
NTONI	CECA	505	9	19.5	56.11111	RAS	RAS
TUSONGE-MBELE	ECASJ	603	18	56.11111	33.5	RAS	RAS
BUTSILI	ECCATH	733	6	33.5	122.1667	RAS	RAS
MAPAMBAZUKO	ECASJ	1273	6	122.1667	212.1667	RAS	RAS
EP. UJASIRI	ECASJ	464	18	212.1667	25.77778	RAS	RAS
EP. NURIA	ECI	555	28	25.77778	19.82143	RAS	RAS
Total ou moyenne		10057	9	50	50		
COMMUNE RWENZORI							
BEU	CATH	682	21	32.47619	32.47619	RAS	RAS
KIKOTO	CECA	220	6	36.66667	36.66667	RAS	RAS
EPA. PAIDA	CATH	504	14	36	36	RAS	RAS
MUNYABELU	CATH	503	17	29.58824	29.58824	RAS	RAS
EMAUS	CEPAC	569	12	47.41667	47.41667	RAS	RAS
TAMENDE	CAC	242	6	40.33333	40.33333	RAS	RAS
KASABINYOLE	CAC	786	24	32.75	32.75	RAS	RAS
MAPENDO	ECI	575	20	37.42857	37.42857	RAS	RAS
EXCELLENCE	PA	185	6	28.75	28.75	RAS	RAS
KAMANUNE	CEBCE	135	6	30.83333	30.83333	RAS	RAS
Total ou moyenne		4401	13	35	35		
Source : Inspection de l'EPSP/BENI - MUHINDO MUNDUMUSA : Inspecteur BENI Ville, +243 997785049 - Gédéon MUKOKOMA : Inspecteur OICHA , +243 998182106							

Capacité d'absorption	Indiquer la capacité d'absorption des enfants déscolarisés par les écoles de la zone			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
RAS	RAS	RAS	RAS	RAS
Gaps et recommandations	Plaidoyer pour le rétablissement à fin que la reprise des cours sur l'étendue du Territoire de BENI.			

7 Annexes

Annexe 1 : Démographie de l'évaluation : Liste des personnes interviewées / Liste et coordonnées des ouvrages visités / Liste et coordonnées des écoles, centres de santé et marchés visités / Nb de ménages visités par catégorie de ménages

N°	Noms	Fonction	contact
1	BWAKANAMAHA Modeste	Maire adjoint de la ville de Beni	
2	Jean Paul KAPITULA	Coordinateur urbain en charge de la protection civile	09719118209 0817495728
3	Delphin MPAGHA	Responsable zone Beni-Lubero/CNR	0993405460
3	KAMALIRO KASANDE	Chef de bureau d'Etat civil ville de Beni	0896233314 0993291236
5	Sylvain KAKAKULE LUMBULUMBU	Bourgmestre de la Commune Mulekera	0998981605 0813026704
6	MBUSA KIHUGHO Methode	Chef de Quartier MATONGE	0998442841
7	MALIYAWATU Léopold	Chef de Quartier Kalinda	0994066300
8	WALUTA MAYANI Faustin	Chef de Quartier Ngongolyo	0994293453
10	KADI Thomas NZOMBA	Chef de Quartier adjoint Tamende	0993164371
11	Hamza ANGALI	Chef de Quartier Masiani	0993442601
12	MUHINGIRWA Vincent	Chef de bureau d'Etat civil ville de la commune de Ruwenzori	0823839868
13	Ethienne BALEMBA	Coordinateur national de l'ONG AHADI	0998390985 0815865557
14	MUHINDO MUNDUMUSA	Inspecteur BENI Ville,	+243 997785049
15	Gédéon MUKOKOMA	Inspecteur OICHA ,	+243 998182106

Annexe 2 : Contacts de l'équipe d'évaluation

Mark Johnson: Area coordinator, Concern Word Wide: +243 813017796

Aziz MBALE: Emergency coordinator, Concern Word Wide: +243 829908627

Marie-Claire Kashongwe: Superviseur Genre et Protection, Concern Word Wide: +243829908632

GERMAIN BAHATI KABENGA: Officier M&E, Concern Word Wide: +243998219879;

Olivier SONGA: Projet Manager, Concern Word Wide: +243 829908650;

KAVIRA KYAWEDE, Enquêtrice : 0994102973;

KASOKI MANGA: Enquêtrice : 0970267378 ;

KAKURUSI KAHAMBU Rachel, Enquêtrice : 0972888635 ;

KAMBALE VUYIKO Rodrigue, Enquêteur : 097457478 ;

MUMBERE KISONIA Michael, Enquêteur : 0995038971 ;

KAKULE KAPEKELA Flory, Enquêteur : 0977304451 ;

Zoe KAMBERE, Enquêteur : 0994220295 ;

EZDRAS KAMBALE: Assistant Wash /ONG- AHADI Congo

PHOTOS ANNEXE EVALUATION



Situation de literie et couchage d'un ménage déplacé a Ngongolyo



Etat d'une latrine familiale à Tamende

